

Pression fiscale optimale : Synthèse de la littérature théorique et empirique

(Optimal tax pressure: Synthesis of theoretical and empirical literature)

ERGUIGUE Otmane

Docteur en sciences économiques et gestion.

Université Mohamed V -Maroc / Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales –Salé Maroc.

Abstract: Few studies on the determination of the optimal tax rate and its effect on growth. This article represents an attempt to contribute to the empirical literature of Optimal Tax Pressure, Budget Constraint and Economic Growth and a summary of the theoretical and empirical literature of Tax Pressure, Budget Cycle and Fiscal Potential.

Mots-clés : Pression fiscale; Taux d'imposition optimal; Croissance économique.

1. Introduction

"Toute réforme structurelle, et celle du système fiscal en est une, fondamentale, doit être inscrite dans la durée, mais doit également tenir compte du contexte dans lequel elle intervient. Les fortes mutations que connaît le monde ces dernières années nous interpellent et nous invitent à jeter un regard critique sur les modèles de développement économique et social en vigueur, et dans le même temps déterminent la nature des réformes prioritaires".

L'économie marocaine traverse une conjoncture particulière. "Alors même que s'achève le cycle de démantèlement douanier avec l'Union Européenne, principal client, fournisseur et investisseur de notre pays, une grave crise économique frappe les pays membres de cette Union. Les secteurs économiques pourvoyeurs de devises pour le Maroc : industries de transformation exportatrices, agriculture et tourisme, souffrent de l'atonie de la demande émanant des principaux partenaires de notre Pays. Les Marocains Résidents à l'Etranger, eux-mêmes touchés par la crise dans leur pays de résidence, voient leurs transferts et leurs investissements au Maroc connaître une baisse ou un tassement".

Les équilibres macro-économiques du Pays s'en trouvent fragilisés. "Par ailleurs, l'ouverture du marché national encourage très fortement les importations en tous genres. Les exportations, faute de diversification de l'offre et par manque de dynamisme suffisant dans les pays de destination progressent beaucoup plus lentement que les importations, exception faite des phosphates dont la progression n'arrive pas à compenser celle des importations. La facture énergétique, ainsi que celle des matières premières s'alourdit par le renchérissement mondial des prix des produits énergétiques et des denrées de base. La conjonction de ces facteurs aboutit à un creusement lourd du déficit de la balance commerciale".

Les choix économiques et sociaux du pays se trouvent ainsi à la croisée des chemins. Ayant fait le choix de l'ouverture de son marché, "le Maroc doit relever le défi de l'emploi et de l'investissement, de la compétitivité interne et externe de son économie, celui du bon usage de la dépense publique, et enfin le



défi important de la protection sociale et de la solidarité, facteurs essentiels de la cohésion sociale. Tout cela dans une conjoncture difficile qui ne laisse guère de marges de manœuvre, ni même le temps suffisant pour que les déséquilibres se résorbent progressivement".

Cet article est réparti comme suit un résumé de la littérature théorique et empirique de la Pression fiscale optimale, contrainte budgétaire et croissance économique et un résumé de la littérature théorique et empirique de la pression fiscale, cycle budgétaire et potentiel fiscal.

2. Résumé de la littérature théorique et empirique de la pression fiscale optimale :

"Les théories fiscales et celles de la croissance économique sont complémentaires, même si la première est consacrée plutôt à l'analyse des préférences et des contraintes budgétaires des ménages, et la deuxième à la production et aux innovations. En effet, il existe toute une branche de travaux analysant les conséquences d'une réforme fiscale qui consiste à modifier les impôts sur le capital et le travail, de sorte à garder le budget de l'état équilibré sur le bien-être ou sur le taux de croissance de l'économie. Il faut rappeler que la plupart des économistes s'accordent que pour atteindre certains objectifs macroéconomiques tels que la compétitivité économique, la maîtrise de chômage, il est primordial de recourir en premier lieu à des politiques fiscales. En revanche, d'autres, critiquent cet instrument au niveau de l'efficacité de la politique fiscale pour stimuler la croissance économique ou la stabilité économique".

Dans ce raisonnement, M. Friedman (1968) écrit : « Il apparaît à l'évidence que si l'on accroît la fiscalité..., il en résulte incontestablement une réduction du revenu disponible de ceux qui sont frappés par cet impôt, une baisse des ressources qu'ils peuvent affecter à leur dépense, et par voie de conséquence, une diminution de la demande globale.... ».

Jean Bodin (1530-1596) est l'un des principaux économistes qui ont "étudié la problématique de l'efficacité de la régulation de la fiscalité, succédé par d'autres économistes qui se sont intéressés particulièrement au rôle financier de l'impôt".

"On peut se référer à Jean Bodin qui place la souveraineté, perpétuelle, absolue et indivisible, comme le principe de l'État pour établir des lois générales. Certes, ce pouvoir s'il est exercé de manière absolue conduit à la tyrannie, ce qui explique sans doute les tempéraments apportés par l'auteur dans le livre VI consacré spécifiquement aux finances" : « ...en cette matière, le consentement à l'impôt est selon Bodin une nécessité, une analyse qui intéresse la sociologie du contribuable ». "Ce n'est qu'à partir de la naissance de l'École classique que la politique fiscale a été perçue comme étant un instrument qui peut avoir un effet sur la dynamique économique. Cependant, le rôle de la fiscalité a été différemment traité selon les courants de pensée économiques".

Selon les classiques, "l'intervention étatique est neutre partant du principe que l'ensemble des intérêts individuels engendre l'intérêt général. Dans ce sens, Adam Smith père fondateur propose les quatre maximes suivantes sur les impôts en général" :

- Première maxime : « Les sujets d'un État doivent contribuer au soutien du gouvernement, chacun le plus possible en proportion de ses facultés, c'est-à-dire en proportion du revenu dont il jouit sous la protection de l'État ».
- Deuxième maxime : « La taxe ou portion d'impôt que chaque individu est tenu de payer doit être certaine et non arbitraire ».
- Troisième maxime : « Tout impôt doit être perçu à l'époque et selon le mode que l'on peut présumer les moins gênants pour le contribuable ».
- Quatrième maxime : « Tout impôt doit être conçu de manière à ce qu'il fasse sortir des mains du peuple le moins d'argent possible au-delà de ce qui entre dans le Trésor de l'État, et en même temps à ce qu'il tienne le moins longtemps possible cet argent hors des mains du peuple avant d'entrer dans ce Trésor ».

Adam Smith considère que : « Puisque tout individu s'efforce autant qu'il est capable d'employer son capital dans l'intérêt de l'industrie nationale, et de diriger ainsi cette industrie de telle sorte que son produit soit de la plus grande possible, tout individu travaille nécessairement, à rendre le revenu annuel de la société aussi grand qu'il peut...., en agissant ainsi, il n'a d'autre but que son propre gain et, est, en ceci comme dans beaucoup d'autres cas, conduit par une main invisible, à réaliser une fin qui n'était nullement dans ses intentions» .

Pour les classiques, "tout type d'interventionnisme de l'Etat dans la sphère économique ne fait que paralyser la dynamique économique. Ils préconisaient la réduction des bases imposables ainsi que les dépenses publiques (taille de l'Etat). Ricardo se base sur l'impact négatif des prélèvements fiscaux sur la croissance en Angleterre entre 1793 et 1815 pour prouver que les prélèvements fiscaux paralysent la croissance économique et conclure que" : « Il faut reconnaître que sans les prélèvements de l'impôt, cet accroissement de la richesse fût été bien plus rapide... Le désir que tout homme ait de maintenir son rang dans le monde, et de conserver intacte sa fortune, fait que la plupart des impôts sont payés par le revenu, qu'ils se trouvent, d'ailleurs, assis sur les capitaux ou sur les revenus. Il est de l'intérêt de tout gouvernement d'encourager cette disposition dans le peuple, et de ne jamais lever des impôts qui atteignent inévitablement les capitaux ; car on attaque ainsi le fonds destiné à l'entretien de l'industrie, et on diminue par conséquent la production future du pays ».

Toutefois, avec la crise de 1929, "le courant classique était parfaitement opposé à toute forme de libéralisme économique". Ainsi, il a fallu attendre la refonte de cette pensée par John Maynard Keynes (1930).

"En effet, l'approche fiscale keynésienne résulte des effets des multiplicateurs développés par Keynes dans la principale œuvre de la théorie générale de l'emploi de l'intérêt et de la monnaie. Selon cette optique, le multiplicateur des impôts est le ratio entre la valeur négative de la propension marginale à consommer et la propension marginale à épargner.

Globalement, la théorie de la fiscalité s'est développée sur un petit nombre de théorie fondamentale principalement :

- La règle de Ramsey (1927): pour dégager un montant déterminé en maîtrisant les pertes d'efficacité économiques, il sera opportun d'imposer des bases peu élastiques, autrement dit des bases peu réactives aux chocs fiscaux. En effet, le manque à gagner du à l'impôt est liée à la baisse des transactions privées qu'elle génère. Cette perte sociale concerne le carré du taux d'imposition. L'impôt idéal est alors un impôt à taux faible assidu avec une base fiscale large et peu élastique. Selon la règle de Ramsey, la perte marginale due à une augmentation de la charge fiscale doit être identique sur tous les marchés. Si la demande d'un bien est élastique, la réponse à une augmentation de la charge fiscale (effet substitution) est importante. Dès lors, pour rétablir l'égalisation avec les biens faiblement élastiques, il faut définir des taux d'imposition bas sur ces biens élastiques.

- La courbe de Laffer (1978) : au-delà d'un seuil d'imposition, une augmentation du taux d'imposition accroît les recettes fiscales, mais après ce seuil, une augmentation supplémentaire du taux d'imposition affaiblit la base fiscale. Cette liaison en cloche entre le taux d'imposition et les bases fiscales découle automatiquement de la corrélation positive entre la base fiscale et le taux d'imposition. Ainsi, les changements des taux d'imposition engendre deux effets la pression fiscale un effet arithmétique et un effet économique.

- Un effet arithmétique : Si le taux d'imposition baisse, les recettes budgétaires vont baisser dans la même proportion.

- Un effet économique : Le taux d'imposition a un impact sur l'offre de travail, donc le produit et l'emploi en considération d'hypothèses sur le comportement des agents et, principalement sur la politique des incitations.

Il est à signaler que ces effets travaillent toujours dans deux sens totalement opposés. La courbe de Laffer a pour objet de présenter la règle selon laquelle « trop d'impôt tue l'impôt » ou « le taux mange l'assiette » en décourageant le travail et l'épargne. En tant que telle, la courbe est une tautologie.

• La fiscalité optimale : La rentabilité optimale des taux marginaux d'imposition en fonction des revenus est globalement décroissante pour les deux facteurs suivants :

- Imposer l'ensemble des acteurs productifs permet d'optimiser les recettes fiscales,
- La décroissance des taux marginaux ne décourage pas les individus à travailler de plus, quel que soit leur revenu initial, tandis que la dépense due à la baisse des taux marginaux est de plus en plus faible sauf au cas où le nombre d'individus diminue.

• L'incidence fiscale : la pression fiscale ne pèse pas forcément sur l'unité physique ou morale qui paie l'impôt au gouvernement ; elle pèse principalement sur les recettes fiscales les moins élastiques et la dépense fiscale peut être transférée d'un marché à l'autre, notamment du marché du capital au marché du travail.

Les premiers travaux empiriques furent apportés par Harberler, G., Goodwin, R.M., et Hagen, E.E. (1946) qui ont montré que les compensations effectuées par la dépense publique suite à un prélèvement fiscal du même montant ne sont pas simultanées. Il y'a un décalage principalement entre la baisse des revenus par un prélèvement fiscal au cours d'une période et la dépense publique qui n'engendrera de revenus qu'au cours d'une période ultérieure.

Dans ce cadre, Vingers (1957) approfondira plus tard cette étude en arrivant à la conclusion selon laquelle que « l'augmentation du revenu global brut n'est égale forcément au montant du prélèvement dès la première période de modification des taux d'imposition. Egalement, ce résultat n'est atteint qu'après un nombre infini de périodes ».

En terme de Dynamique macroéconomique, Engen et Skinner (1988), ont montré que la fiscalité affecte négativement la croissance économique et ceux tout en se basant sur le modèle de Solow dont le taux de croissance économique dépend du capital physique et du capital humain disponible ainsi que de l'évolution de leur productivité.

Dans ce cadre, on rappelle que les impacts de la pression fiscale ont été détaillés par les modèles de croissance endogène qui montrent que lorsque les impôts sont utilisés pour financer les dépenses publiques productives notamment en infrastructures, éducation et santé, elles peuvent être génératrice de la croissance (Lucas, 1988; Barro, 1990) .

Toutefois, quand elles dépassent un niveau de soutenabilité, les impôts engendrent des externalités négatives sur l'économie dans son ensemble".

Pour analyser les principaux canaux via lesquels la fiscalité affecte la croissance économique, "on peut recourir au modèle néoclassique de Solow (1956) . Ce modèle de croissance, malgré ses limites, explique la production, mesurée par le produit intérieur brut (PIB), par le niveau de capital et de technologie. Le taux de croissance dépend alors des taux de croissance des facteurs de production capital physique et humain ainsi que de la croissance de la productivité de ces facteurs.

Engen et Skinner (1996) ont montré que ce modèle détermine des principaux canaux par lesquels la pression fiscale peut impacter indirectement la croissance économique :

1. Des impôts élevés impactent le stock de capital physique en décourageant l'investissement privé. Si les impôts portent sur les revenus du capital, elles engendreront une augmentation du coût du capital. Cela va défavoriser l'utilisation du capital au profit du travail. Les entreprises seront limitées en termes de nouvelles technologies. La productivité du travail va baisser en conséquence.
2. Quand les taux d'imposition sur les revenus sont élevés, les agents économiques diminuent leur temps de travail et offrent plus de temps aux loisirs
3. L'imposition peut freiner la croissance de la productivité globale du travail et du capital en minimisant les activités de recherche, d'innovation et de développement.

4. La politique fiscale impacte aussi la productivité marginale du capital en engendrant un détournement des investissements privés des secteurs productifs «lourdement» imposés vers les investissements assujettis à une fiscalité plus avantageuse mais ayant une productivité faible".

3. Résumé de la littérature théorique et empirique de la pression fiscale, Cycle budgétaire et Potentiel fiscal :

Depuis la crise de 1929, et principalement après les trente glorieuses, "le rôle de la politique fiscale est devenu de plus en plus confirmé. Une telle importance liée notamment à ce que cette dernière est l'une des politiques qui conditionne la compétitivité d'une économie ouverte par rapport au reste du monde, et qu'elle est parmi les systèmes économiques les plus moteurs, dont la dynamique conditionne plusieurs aspects de la vie économique.

Il faut rappeler également que, la fiscalité reste aussi une stratégie de régulation économique capable de dynamiser la consommation, de stimuler l'épargne ou de guider le mode d'organisation des entreprises. Par conséquent, la politique fiscale est d'une grande majeure pour chaque gouvernement, et ce qui est fait dans un pays peut engendrer des retombées non seulement dans ce pays, mais également dans des partenaires économiques par le développement principalement des espaces budgétaires.

Généralement, un espace budgétaire est défini comme une marge gouvernementale permettant la mobilisation des ressources financières, tout en veillant à la viabilité de sa position budgétaire ou la stabilité macroéconomique. Ainsi, l'Etat doit développer un espace budgétaire afin de générer des ressources supplémentaires à des dépenses utiles.

Au niveau comptable, l'espace budgétaire est défini par la différence entre le volume présent de la dette publique (en % du PIB), et celui au-delà duquel une spirale d'endettement se provoquerait si la réponse de politique économique suite à l'évolution de la dette, devait suivre les aptitudes antérieures.

Ainsi, une fois la limite dépassée, l'amélioration du solde primaire ne suffirait pas pour couvrir la charge de la dette publique supplémentaire en terme de flux ($dette/PIB*(r-g)$), si elle était conforme aux ajustements opérés dans le passé.

L'Etat peut ainsi, agir sur l'espace budgétaire par :

- L'augmentation de la pression fiscale ;
- La recherche d'autres ressources extraordinaires, (en empruntant sur le marché financier local ou international) ;
- La maîtrise des dépenses budgétaires inutiles.

Toutefois, cet espace ne doit pas agir sur la stabilité macroéconomique ni la soutenabilité budgétaire, et en assurant le service de sa dette. Schiavo-Campo et Tommasi (1999) recensent six mécanismes principaux pour optimiser la création d'espace budgétaire :

1. Optimisation des recettes budgétaires, soit par la croissance économique, soit par l'augmentation des recettes fiscales en % du PIB;
2. Redéploiement des dépenses à partir de priorités à moindre efficacité et productivité vers ceux qui sont plus efficaces et productifs;
3. Réduction de la dette pour de dégager des ressources engagées aux charges de la dette ;
4. Recours aux emprunts extérieurs ou intérieurs ;
5. Recherche des dons, de subventions et de prêts concessionnels ;
6. Création de revenus par l'émission de la monnaie

Toutefois, Heller (2005) a montré que l'espace budgétaire peut être créé à court terme facilement, mais le vrai défi consiste à le maintenir c'est-à-dire un espace budgétaire qui dure sur le moyen et le long terme.

Ceci est particulièrement important dans le contexte de la contraction budgétaire, qui exige que les gouvernements prennent des engagements de dépenses courantes à long terme. La nature de ces engagements impose des choix prudents de création de l'espace budgétaire en fonction du cycle budgétaire.

Il faut rappeler que durant ces dernières décennies, les débats relatifs à la nature de la politique budgétaire à adopter, ont connu une frénésie dans plusieurs pays principalement en Voie de Développement.

Dans ce cadre, plusieurs études, dont Daflon et Yilmaz (2008), ont montré que ces pays ont transité vers une politique budgétaire expansionniste afin de contourner les effets d'une gouvernance fiscale inefficace et inefficente, de l'instabilité macroéconomique et d'une croissance économique inadéquate. Généralement, concernant la combinaison entre la politique fiscale budgétaire et le cycle économique vise des objectifs politiques liée aux habitudes ethniques, une meilleure gouvernance publique et la croissance économique. Dans ce cadre, la littérature empirique qui vise la détermination des mesures fiscales pouvant capter la cyclicité de la politique budgétaire, on peut distinguer deux approches. La première analyse la corrélation entre le solde budgétaire corrigé des variations cycliques et l'écart de production. La deuxième met l'accent sur la relation entre les instruments de la politique budgétaire dont le principal instrument est d'ordre fiscale et le cycle économique".

3.1. Première approche

Utilisation du déficit budgétaire, "présente certaines limites à savoir la forte liaison qui existe entre cet indicateur et la cyclicité des recettes fiscales et des dépenses liées au paiement des intérêts de la dette, et puis l'inexactitude des résultats qu'il donne. En effet, durant les phases d'expansion le solde budgétaire est excédentaire et dans les phases de récession le solde budgétaire est déficitaire, cela risque à des confusions : conclure que la politique budgétaire est contracyclique, alors qu'elle est acyclique (Archen, 1998)".

Le résultat qui avance que "la politique budgétaire est souvent contra cyclique dans les pays développés et pro cyclique dans les pays en développement, ne peut être justifié que dans le cas où les taux d'imposition et la consommation publique ont le même comportement, ce qui est loin de la réalité car les recettes fiscales sont plus pro cycliques dans les pays industriels que dans les pays en développement (Mandex, 2001). Le recours aux soldes budgétaires pour analyser la cyclicité des espaces budgétaires budgétaire a plusieurs limites d'où surgit la nécessité de trouver une autre mesure".

3.2. Deuxième approche

Cette approche s'est développée ces dernières années et met l'accent sur les instruments de la politique budgétaire dans l'analyse de la cyclicité budgétaire. Conceptuellement et conformément à Kaminsky, Reinhart et Vegh (2004) nous pensons qu'il est logique de mesurer la politique fiscale en examinant les instruments de politique. Après tout, si l'on s'intéresse à la politique macroéconomique, il faut se concentrer sur les instruments plutôt que sur les résultats (qui échappent au contrôle des décideurs).

En théorie, au moins, les deux principaux instruments de la politique fiscale sont la consommation publique (par opposition aux dépenses publiques, qui comprendraient les transferts et le service de la dette) et les taux d'imposition (par opposition aux recettes fiscales, qui répondent de manière endogène au cycle économique).

Dans ce cadre, Kaminsky et Végh (2004) "ont étudié la cyclicité de la politique budgétaire en se basant sur la corrélation entre les dépenses publiques ou les taux d'imposition et le cycle économique.

Ces corrélations sont résumées dans le tableau ci-dessous " :

Tableau 1 : La corrélation entre les dépenses publiques ou les taux d'imposition et le cycle économique

	Dépenses publiques	Taux d'imposition	Recettes fiscales	Solde Primaire	Dépenses/ PIB	Recettes fiscales	Soldes primaire/PIB
Contracyclique	-	+	+	+	-	-/0/+	-/0/+
Procyclique	+	-	-/0/+	-/0/+	-/0/+	-/0/+	-/0/+
Acyclique	0	0	+	+	-	-/0/+	-/0/+

Source : élaboré par nos soins à partir des résultats de Reinhart, Kaminsky et Végh.

Ce cadre théorique permet de définir le comportement cyclique de la politique budgétaire comme suit :

1. "Si dans la période d'expansion (de récession), les autorités budgétaires augmentent (baissent) les dépenses publiques et baissent (augmentent) les taux d'imposition, la politique budgétaire est contra cyclique et vise à stabiliser le cycle économique".
2. "Si dans la période d'expansion (ou de récession), les autorités budgétaires recourt à l'augmentation (ou à la baisse) des dépenses publiques et à la baisse (l'augmentation) des taux d'imposition, la politique budgétaire est pro cyclique visant le renforcement du cycle économique".
3. "Si les autorités budgétaires maintiennent les dépenses et les taux d'imposition constants au cours du cycle économique, la politique budgétaire est jugée acyclique".

4. Conclusion

Au Maroc, selon des études gouvernementales ou universitaires "qui portent sur des évaluations de taux de pression fiscale effectif (avec un Benchmark international) et en relation avec la problématique du potentiel et d'effort fiscal, convergent principalement sur une confirmation relative de l'absence d'un espace supplémentaire significatif de ressources fiscales. Cette conclusion converge avec l'objectif de stabilisation du niveau global de pression fiscale retenue dans le rapport" « 50 ans de développement humain ; perspectives 2025.

Néanmoins, ce résultat pourrait être remis en question par une optimisation au niveau du cadre global des finances publiques. Ainsi, Brida (2012) a montré la nécessité d'une maximisation de l'espace de recettes publiques propres générales. Cette optimisation pourrait ainsi, découler des facteurs supplémentaires suivants :

- Coût qui serait élevé des ressources de financement alternatives aux recettes publiques ;
- Maitrise des dépenses fiscales pour un niveau donné de recettes publiques ;
- Une pression fiscale importante pourrait aussi être expliquée par une efficacité renforcée des dépenses publiques : la fonction sociale de la dépense budgétaire serait donc supérieure à la charge sociale du nouveau niveau de prélèvement fiscal.

BIBLIOGRAPHIE

- [1] Afonso, A. (1999). Public Dept Neutrality And Private Consumption: Some Evidence From The Euro Area. Working Paper N° 11, Technical University Of Lisbon.
- [2] Akboul Naima & Ragbi Bouameur (2015), "Evaluation De L'Orientation Budgétaire Au Maroc", In Politique Budgétaire Et Activité Economique Au Maroc, Ouvrage Collectif, Rabat (Maroc).
- [3] Akhtar, M. A., & Harris, E. S. (1992). The Supply-Side Consequences Of U.S. Fiscal Policy In The 1980s. Federal Reserve Bank Of New York Quarterly Review, 17(1), 1-20.
- [4] Alesina, A., Ardagna, S., Perotti, R., & Schiantarelli, F. (2002). Fiscal Policy, Profits, And Investment. American Economic Review, 92(3), 571-589.
- [5] Aschauer, D. A. (1985). Fiscal Policy And Aggregate Demand. The American Economic Review, 75(1): 117-127. Not To Pool: Homogeneous Versus Heterogeneous Estimators Applied To Cigarette Demand. Review Of Economics And Statistics 82 (1), 117-126. Bam (1990-2013). Rapport D'activité Annuel. Bank Al Maghreb, Maroc.

- [6] Barro, R. (1989). The Ricardian Approach To Budgets Deficits. *Journal Of Economic Perspectives*, 3(2): 37–54.
- [7] Barro, R.J. (1990). Government Spending In A Simple Model Of Endogenous Growth, *Journal Of Political Economy*, Vol. 98. <https://doi.org/10.3386/W258>
- [8] Barro, R. J. (1996). Determinants Of Economic Growth: A Cross Country Empirical Study. Nber.
- [9] Bernheim, D. (1988). Ricardian Equivalence : An Evaluation Of Theory And Evidence. National Bureau Of Economic Research Working Papers N°2330, Pages 263–316. <http://www.nber.org/books/fisc87-1>.
- [10] Blanchard, O. J, & Quah, D. (1988), The Dynamic Effect Of Aggregate Demand And Supply Disturbances, National Bureau Of Economic Research, No 2727.
- [11] Blanchard, O., Perotti, R., (2002) «An Empirical Characterization Of The Dynamic Effects Of Changes In Government Spending And Taxes On Output », In *Quarterly Journal Of Economics* 117(4), 1329-68.
- [12] Chang, T., Liu, W. R., & Thompson, H. (2002). The Viability Of Fiscal Policy In South Korea, Taiwan, And Thailand. *Asean Economic Bulletin*, 19(2), 170-177.
- [13] Creel, J., Ducoudré, B., Mathieu, C. Et Sterdyniak, H. (2005). Doit-On Oublier La Politique Budgétaire : Une Analyse Critique De La Nouvelle Théorie Anti-Keynésienne Des Finances Publiques. *Revue De L'ofce*, 92:43–97.
- [14] Dahlby, B. (2003). Restructuring The Canadian Tax Mix By Changing The Direct/Indirect Tax Mix In Tax Reform In Canada: Our Path To Greater Prosperity Edited By H. Grubel, Fraser Institute, Vancouver, Pp.77-108.
- [15] Easterly, W., & Rebelo, S. (1993). Fiscal Policy And Economic Growth: An Empirical Investigation. *Journal Of Monetary Economics*, 32, 417-458.
- [16] Edelberg, W., Eichenbaum, M., & Fisher, J. D. M. (1999). Understanding The Effects Of A Shock To Government Purchases. *Review Of Economic Dynamics*, 2(1), 166-206.
- [17] El Kadmiri, M. (1995). La Classification Des Dépenses Publiques Au Maroc A Travers La Mise En Oeuvre De La Nouvelle Nomenclature Budgétaire. *Revue Juridique Politique Et Economique Du Maroc*, 28:163–206.
- [18] Fan, S., & Rao, N. (2003). Public Spending In Developing Countries: Trends, Determination, And Impact. Retrieved 7 December 2007 From <http://www.ifpri.org/divs/eptd/dp/papers/eptdp99.pdf>
- [19] Garcia-Mila, T. (1989). Some Empirical Evidence On Government Purchase Multipliers. *Economics Letters*, 31(4), 375-380.
- [20] Granger, C. Et Newbold, P. (1974). Spurious Regressions In Econometrics. *Journal Of Econometrics*, 2(2): 111–120.
- [21] Johansen, S. (1992). Cointegration In Partial Systems And The Efficiency Of Single-Equation Analysis. *Journal Of Econometrics*, 52, 389-402.
- [22] Juselius, K. (2006). The Cointegrated Var Model. New York: Oxford University Press
- [23] Karim, M. (2010). Viabilité Des Finances Publiques Marocaines. L'harmattan. Keynes, J. M. (1936), *Théorie Générale De L'emploi, De L'intérêt Et De La Monnaie*, Traduction Française De Largentaye J., Payot, (1982), Disponible Sur www.uqac.ca
- [24] Keynes, J.M (1936). *The General Theory Of Employment, Interest And Money*. Macmillan, London.
- [25] Musgrave, R. (1959). *The Theory Of Public Finance*. Mcgraw-Hill, New York.
- [26] Pecorino, P. (1993). Tax Structure And Growth In A Model With Human Capital. *Journal Of Public Economics*.
- [27] Perotti, R. (1999). Fiscal Policy In Good Times And Bad. *The Quarterly Journal Of Economics*, 114(4): 1399–1436.
- [28] Ricardo, D. (1817). *On The Principles Of Political Economy And Taxation*, In P. Sraffa (Ed.) Volume I, 1951, *The Works And Correspondence Of David Ricardo*. Cambridge.
- [29] Sagou, M. (2006). Les Politiques Macro-Economiques : Les Politiques Budgétaires Et Monétaires Du Maroc Depuis Cinquante Ans Et Perspectives Pour Les Vingt Prochaines Années. Document De Travail.
- [30] Solow, R. (1956). A Contribution To The Theory Of Economic Growth. *Quarterly Journal Of Economics* Lxx, 65–94.
- [31] Tanimoune, N.A., Combes, J.L. Et Plane, P. (2008). La Politique Budgétaire Et Ses Effets De Seuil Sur L'activité En Union Economique Et Monétaire Ouest Africaine (Uemoa). *Economie & Prévision*, 5(186): 145– 162.
- [32] Van Den Bergh, J. C., Van Der Straaten, J., (1997) “Economy And Ecosystems In Change: Analytical And Historical Approaches”, Edward Elgar Publishing Ltd, 75-95.
- [33] Zandi, M. M., (2008) “Assessing The Macro Economic Impact Of Fiscal Stimulus”, Moody's Economy.Com